

La construction sur la Côte-Nord

L'ACTIVITÉ CONSTRUCTION SE FAIT DANS LE CADRE DU CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI R-20
(Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction)

- **Représente 60 % des travaux de construction au Québec**
 - Considérant la nature des travaux sur la Côte-Nord, notamment l'importance du secteur génie et voirie, il est probable que cette proportion y soit plus élevée.
- **Les travaux qui ne sont pas visés par la loi R-20 sont notamment :**
 - Travaux de canalisation, pavage, égouts et trottoirs effectués par les employés permanents des municipalités
 - Travaux de réparation et d'entretien par les employés permanents d'un propriétaire immobilier
 - Construction liée à l'exploitation d'une mine (incluant l'exploration)
 - Construction liée à l'exploitation forestière (dont les chemins forestiers)
 - Transport effectué par un camionneur-artisan (propriétaire de son camion)

Portrait des travailleurs et employeurs dans la construction assujettie à la Loi R-20 (2013)

	Côte-Nord	Province
Nombre de travailleurs	3 834	161 201
Nombre d'employeur	240	25 590

- **La première règle concernant le droit de travailler sur les chantiers de construction du Québec demeure la compétence – telle qu'attestée par le certificat de compétence.**
 - Le régime de qualification professionnelle (incluant la délivrance des certificats de compétence) est le même pour tous les travailleurs dans la province – les métiers et occupations sont reconnus partout de la même façon.

PRIORITÉ À L'EMBAUCHE RÉGIONALE

- **L'embauche régionale est un principe fondamental de la gestion de la main-d'œuvre de la construction au Québec** – afin de permettre à un travailleur de vivre de son métier dans sa région et de cheminer dans son apprentissage jusqu'à devenir compagnon.
 - Les caractéristiques principales d'un travailleur sont : le métier, le type de certificat de compétence (apprenti/compagnon) et sa région de domicile.
 - L'accès à l'industrie (certificat de compétence ou exemption) est octroyé lorsque les conditions sont réunies pour que le demandeur compétent puisse espérer vivre convenablement de son métier dans sa région de domicile – priorité d'accès aux personnes diplômées dans un programme de formation (DEP) reconnu par l'industrie de la construction.

- **Le législateur a découpé des « régions de placement » dans le territoire du Québec afin, notamment, d'établir que les travailleurs domiciliés à l'intérieur de ces régions soient embauchés en priorité sur les chantiers de la région.**
 - Tous les travailleurs sont considérés de la même façon à l'intérieur d'une même région de placement.
 - La région de placement de la Côte-Nord comprend le Nunavik, ce qui représente 50 % du territoire du Québec, pour 1 % de la population et on y investit 10 % des dépenses d'immobilisation de la province.
- **Les régions de placement sont utilisées dans plusieurs autres activités liées à la gestion et la formation de la main-d'œuvre de la construction au Québec.**
 - Pour le perfectionnement, la notion régionale existe dans l'estimation des besoins de formation (par sous-comités régionaux). Par la suite, la priorisation des inscriptions inclut aussi une notion de proximité du domicile.
 - En cas de pénurie de main-d'œuvre dans le bassin régional, les mécanismes actuels permettent d'ouvrir le bassin afin d'intégrer de nouveaux travailleurs non-diplômés. (Il n'est pas prévu de faire de même pour combler des quotas.)
 - Dans la foulée de l'abolition du placement syndical et la mise en ligne du Carnet référence construction, les règles qui régissent la référence de main-d'œuvre favorisent d'abord les candidats de la région (il existe une notion de « bassin de référence » qui fonctionne aussi sur le découpage des régions de placement).

LA NÉCESSITÉ D'ÉTABLIR DES RÈGLES DE MOBILITÉ

- **Il arrive fréquemment que le nombre de travailleurs compétents disponibles dans une région soit insuffisant pour combler tous les besoins de main-d'œuvre des chantiers de la région.**
 - En 2013, 10 800 travailleurs de la construction ont rapporté des heures travaillées sur la Côte-Nord, alors que la région ne compte que 4 130 détenteurs de certificats de compétence.
- **Les grands projets de construction engendrent de fortes demandes ponctuelles de main-d'œuvre dans les régions où ils se déploient.** Il serait quasi-impossible, en plus d'être irresponsable, de former/qualifier massivement de travailleurs dans une région favorisée pour ensuite les laisser à eux-mêmes, une fois les grands projets achevés.
 - Le volume d'activité augmente sur la Côte-Nord depuis le début des années 2000; il a triplé depuis 2008. Le nombre de détenteurs de certificats de compétence a aussi augmenté significativement (+58 % sur la Côte-Nord dans les dix dernières années).
 - Ces travailleurs auront nécessairement besoin de travailler dans d'autres régions si l'activité régionale de l'industrie diminue.

- **Certains métiers s'exercent dans des secteurs d'activités restreints et sur des chantiers spécifiques, ce qui appelle par nature une forme de mobilité.** Par exemple, les monteurs de lignes qui travaillent dans la construction ne peuvent pas espérer trouver de l'emploi tout près de leur domicile à longueur d'année.
 - Métiers les plus « mobiles » en 2013 : les chaudronniers (82 % de ceux-ci ont travaillé dans une autre région), les monteurs de lignes (60 %), les boutefeux et foreurs (59 %), les grutiers (45 %), les mécaniciens de machinerie lourde (43 %) et les ferrailleurs (40 %).
- **Depuis 1977, la réglementation reconnaît le droit légitime des employeurs d'affecter un travailleur « régulier » partout au Québec selon certains critères.**
 - Le travailleur doit avoir effectué 1 500 heures pour un même employeur dans les deux dernières années.
 - À l'heure actuelle, 45 % des travailleurs au Québec, soit 79 000, peuvent se prévaloir de cette disposition du règlement.
 - Dans les faits, seuls 30 000 ont rapporté des heures hors de leur région de domicile en 2013.
- **Depuis 1993, la loi permet aux conventions collectives de prévoir des dispositions au sujet de la mobilité.**
 - Amendement adopté en 1993 à l'article 61 : la convention collective « peut aussi contenir notamment des clauses concernant (...) la mobilité de la main-d'œuvre (...). »
 - Le secteur génie civil et voirie a introduit en 2001 des dispositions permettant une plus grande mobilité provinciale – ces dispositions concernent les 2/3 des travailleurs de ce secteur et ont été reconduites en 2004, en 2007, en 2010 et en 2013.
 - L'entente de retour au travail intervenue entre l'ACRGQTQ et l'Alliance syndicale après la grève de 2013 est très explicite sur le maintien des dispositions de la convention collective relativement à la mobilité.
 - Les secteurs industriel et institutionnel/commercial imposent par contre des restrictions sur le nombre de travailleurs réguliers qui peuvent être amenés hors région (par exemple : 20 % si embauche de plus de 6 travailleurs).
 - Le secteur résidentiel ne contient aucune clause sur la mobilité.
- **Il est de la responsabilité des employeurs de choisir les travailleurs qu'ils embauchent selon la réglementation et les conventions collectives, incluant les dispositions sur la mobilité.**
- **La CCQ est responsable d'exercer les recours en lien avec cette réglementation – et d'enquêter sur les comportements illégaux qui ont pour objectif de s'y soustraire.**

LA MOBILITÉ DANS LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD

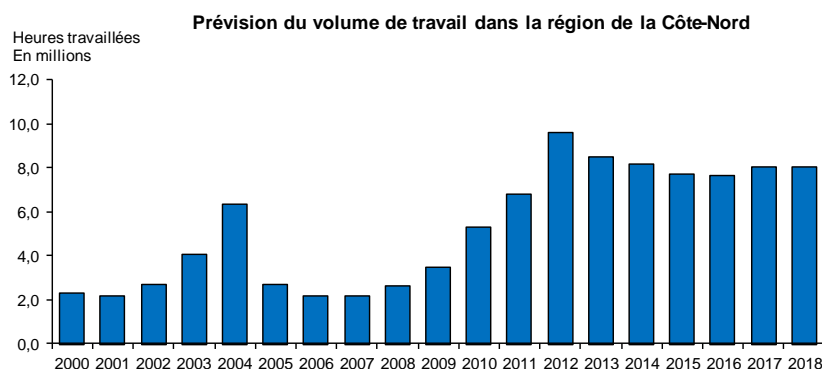
- **En 2013, 3 834 salariés résidant sur la Côte-Nord ont rapporté des heures à la CCQ.**
 - 3 660 d'entre eux, soit 95 %, ont travaillé dans leur région.
 - En comparaison, dans les autres régions-ressources, cette proportion est plus faible, soit 83 % en Gaspésie, 87 % au Saguenay-Lac-St-Jean et 93 % en Abitibi. La moyenne provinciale est de 94 %.
 - Seuls les salariés résidant dans les régions du Grand Montréal (96 %) travaillent plus dans leur propre région que ceux de la Côte-Nord.
- **Les résidents de la Côte-Nord font des moyennes d'heures plus élevées dans la région que les non-résidents.**
 - En 2013, les résidents de la Côte-Nord ont enregistré 1 067 heures travaillées dans la région, comparativement à 640 heures pour les non-résidents.
 - Le nombre moyen d'heures enregistrées par les travailleurs du Québec dans leur région de domicile en 2013 était de 903.
- **Sur la Côte-Nord, le salaire moyen est de 40 % supérieur à la moyenne québécoise.**
- **Les travailleurs de la Côte-Nord se prévalent de la mobilité de la main-d'œuvre lorsque les conditions économiques sont meilleures hors de leur région.**
 - Depuis 25 ans, en moyenne 30 % des Nord-Côtiers l'ont fait chaque année, ce qui se compare à 35 % pour les travailleurs de la Gaspésie et ceux du Saguenay-Lac-St-Jean-Lac-St-Jean.

La réglementation actuelle favorise l'embauche régionale de manière à créer des retombées économiques, tout en assurant le respect du droit d'embauche des employeurs et en permettant à de nombreux travailleurs de se déplacer hors de leur région pour combler des emplois de façon ponctuelle.

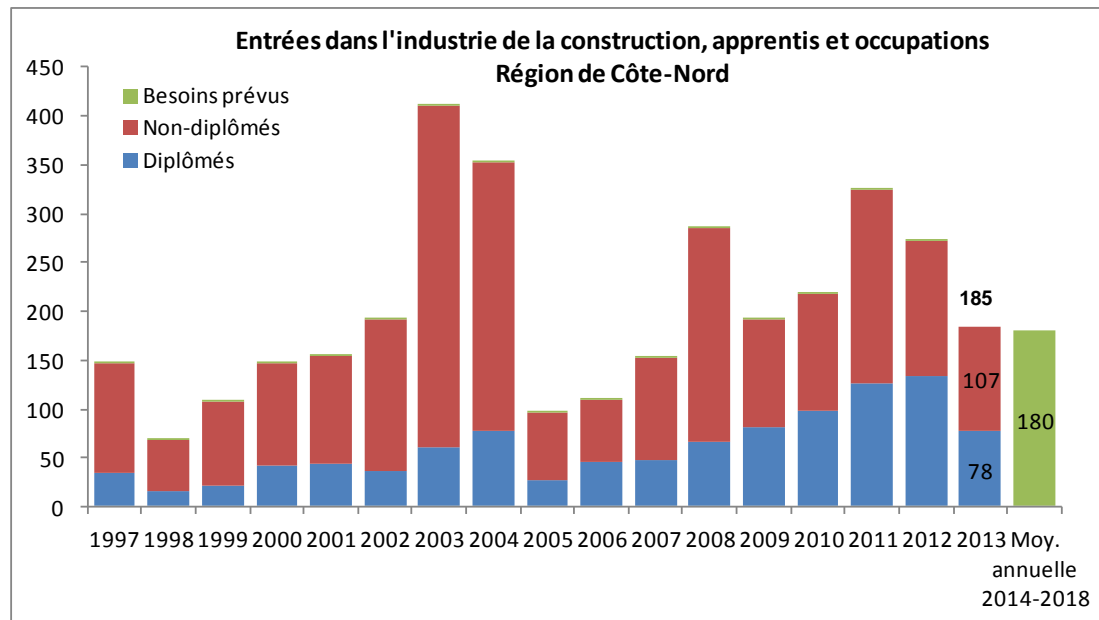
Tout ce qui touche la main-d'œuvre dans l'industrie — soit le recrutement, l'embauche, la formation ou la mobilité — fait l'objet d'une réglementation exhaustive dont les règles, reliées les unes aux autres, ont pour but de maintenir un équilibre dans l'ensemble des régions du Québec.

QUELQUES PERSPECTIVES SUR L'AVENIR

- **L'activité a diminué notablement en 2013, après cinq années de forte croissance ininterrompue.**
 - Le volume de travail a chuté de 12 %, comparativement à 2012, pour s'établir à 8,5 millions d'heures.
 - La baisse devrait se poursuivre jusqu'en 2016.
- **Les travaux liés au projet de la Romaine ont généré près de 2,3 millions d'heures travaillées par année de 2012 à 2014, soit plus de 25 % du volume de travail total rapporté dans la région. Au cours des prochaines années, une baisse substantielle est prévue.**
 - Le volume de travail passera de 2 millions en 2015 à 1 million d'heures en 2018.
 - Après le sommet de 2 800 travailleurs sur le chantier en 2014, le nombre de travailleurs va diminuer à 2 400 en 2015, pour glisser à 1 200 en 2018.
 - Les métiers et occupations les plus touchés par ce déclin seront les mécaniciens de chantier, les mécaniciens de machines lourdes, les électriciens, les tuyauteurs, les boute-feux-foreurs, les grutiers, les cimentiers-applicateurs, les charpentiers-menuisiers ainsi que les opérateurs de pelles et d'équipement lourd.
- Dans le secteur industriel, le parachèvement de quelques chantiers majeurs ainsi que le chancelant climat économique mondial créent une diminution de l'activité. **Ce n'est qu'en 2017 que le secteur industriel pourrait connaître une relance, alors que se mettrait en branle le projet minier de fer de New Millenium à Schefferville.**
- **Le secteur institutionnel et commercial devrait être stimulé à court terme** par la construction d'un centre de détention à Sept-Îles, mais en l'absence d'autres projets d'envergure, l'activité pourrait ralentir à moyen terme.
- Ayant atteint en 2013 un niveau jamais vu dans son histoire, **l'activité dans la construction résidentielle devrait régresser au cours des prochaines années.**



- **Entre 2008 et 2012, il s'ajoutait en moyenne 260 nouveaux travailleurs, chaque année, dans l'industrie de la construction sur la Côte-Nord. En 2013, ce nombre a chuté à 185.**
- **De 2014 à 2018, on prévoit 180 nouveaux travailleurs par année, demeurant ainsi comparable au besoin de 2013.** (Bon nombre de travailleurs disponibles pourront combler une partie des besoins.)

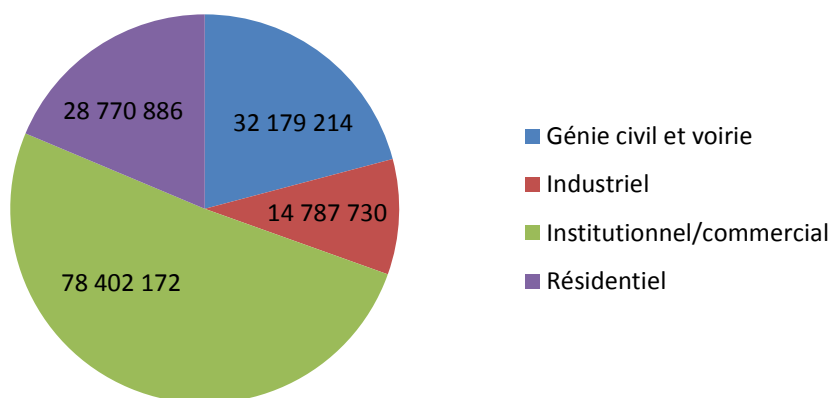


- **Il est difficile de mesurer l'impact qu'aura l'utilisation du Carnet référence construction**, mais il est probable que ce mécanisme qui force la transparence aura une influence positive sur le niveau de conformité aux règles de façon générale (dont celles sur la mobilité).

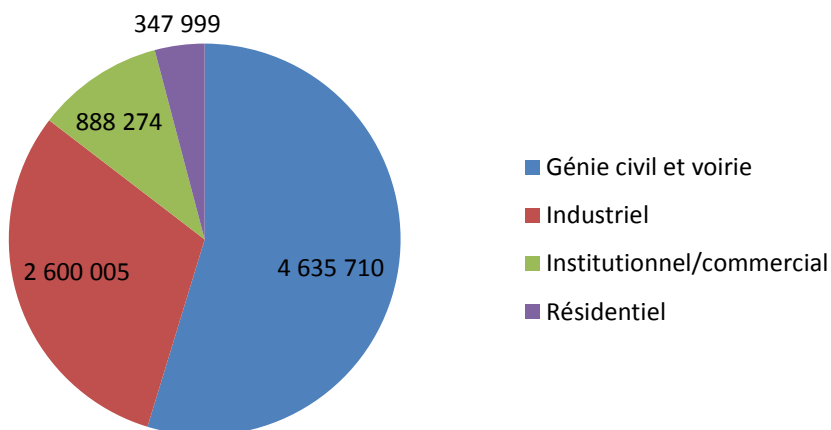
ANNEXES

La répartition des volumes de travail (heures rapportées) par secteur, au Québec et sur la Côte-Nord

Heures travaillées dans l'ensemble du Québec en 2013



Heures travaillées dans la région de la Côte-Nord en 2013

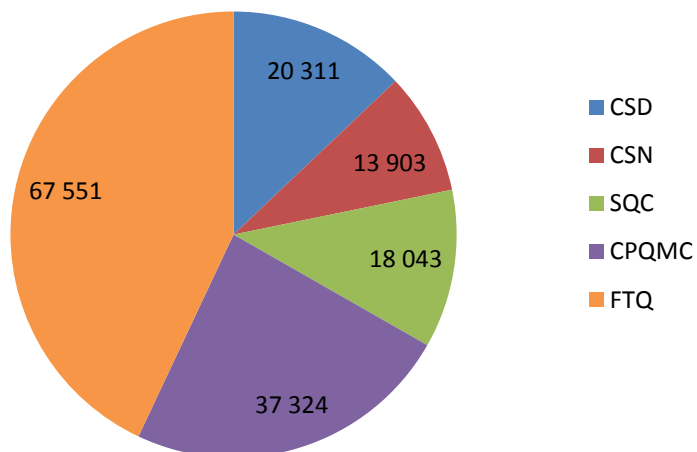


**Répartition des métiers et occupations dans la région de la Côte-Nord
comparativement à la province**

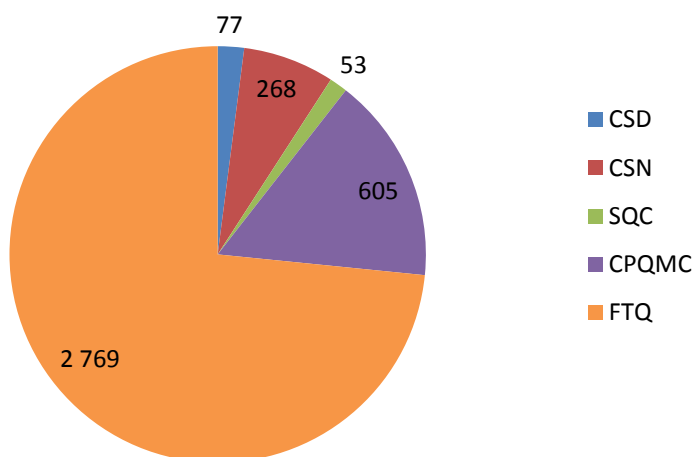
Métier/occupation	Côte-Nord	Part	Province	Part
Charpentier-menuisier	1 817	16,8%	42 368	26%
Manœuvre	1 274	11,8%	19 257	12%
Électricien	1 163	10,8%	17 471	11%
Opérateur d'équipement lourd	733	6,8%	6 772	4%
Opérateur de pelles	697	6,4%	7 044	4%
Tuyauteur	668	6,2%	9 193	6%
Mécanicien de chantier	505	4,7%	1 325	1%
Monteur-assembleur	464	4,3%	3 459	2%
Monteur de lignes	379	3,5%	1 207	1%
Grutier	328	3,0%	1 754	1%
Occupation (lignes)	274	2,5%	776	0%
Boutefeu et foreur	263	2,4%	701	0%
Ferrailleur	199	1,8%	1 722	1%
Préposé à l'arpentage	199	1,8%	1 207	1%
Conducteur de camions	198	1,8%	847	1%
Chaudronnier	169	1,6%	911	1%
Peintre	163	1,5%	5 659	4%
Ferblantier	160	1,5%	4 650	3%
Mécanicien de machines lourdes	153	1,4%	457	0%
Cimentier-applicateur	95	0,9%	2 908	2%
Briqueur-maçon	89	0,8%	5 227	3%
Soudeur en tuyauterie	88	0,8%	613	0%
Métier (lignes)	83	0,8%	358	0%
Couvreur	78	0,7%	5 295	3%
Soudeur	69	0,6%	281	0%
Calorifugeur	68	0,6%	1 063	1%
Plâtrier	52	0,5%	3 232	2%
Scaphandrier	49	0,5%	142	0%
Monteur-mécanicien vitrier	45	0,4%	2 436	2%
Frigoriste	40	0,4%	3 393	2%
Poseur de systèmes intérieurs	36	0,3%	2 827	2%
Carreleur	31	0,3%	2 397	1%
Poseur de revêtements souples	28	0,3%	1 197	1%
Mécanicien en protection-incendie	15	0,1%	1 175	1%
Mécanicien d'ascenseur	15	0,1%	1 030	1%
Magasinier/Commis	10	0,1%	20	0%
Autres occupations	114	1,1%	827	1%
Total général	10 811	100,0%	161 201	100%

La représentativité syndicale, au Québec et sur la Côte-Nord

Ensemble des travailleurs, selon l'allégeance syndicale



Travailleurs de la Côte-Nord, selon l'allégeance syndicale



Taux de chômage

	Côte-Nord	Saguenay- Lac-St-Jean	Gaspésie	Province
Janvier 2014	7,8 %	8,6 %	16,6 %	7,5 %

La disponibilité de main-d'œuvre de la construction

	Disponibilité Côte- Nord	Saguenay- Lac-St-Jean	Gaspésie	Province
Septembre 2013 (forte activité)	22%	21 %	23 %	13%
Février 2014 (faible activité)	41%	37 %	42 %	25%

Forte croissance du nombre d'emplois disponibles et de détenteurs de certificats de compétence

	Nombre de travailleurs ayant RAPPORTÉ DES HEURES sur la Côte- Nord	Nombre de détenteurs de certificats de compétence DOMICILIÉS sur la Côte-Nord
2009	5 200	3 443
2010	7 000	3 724
2011	8 300	3 933
2012	11 200	4 113
2013	10 800	4 130

Nombre d'heures moyen des travailleurs dans leur région de domicile

	Côte-Nord	Saguenay-Lac- Saint-Jean	Gaspésie	Province
Moyenne dans la région de domicile	1 067	728	710	903
Moyenne totale (incluant les heures hors de la région de domicile)	1 100	941	835	960

Provenance des travailleurs actifs sur les chantiers de la région de la Côte-Nord

